

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ICPF

68, quai du Commerce
71600 PARAY LE MONIAL

Références : LW/LW/2022/M_078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement ICPF implanté 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial. L'inspection a été annoncée le 07/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'une visite d'inspection réalisée le 13 octobre 2021, l'exploitant a été mis en demeure par le préfet de Saône-et-Loire, par arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2021-28-2 du 28 janvier 2021, de satisfaire, dans des délais impartis, à certaines de ses obligations.

Cette inspection avait donc pour but de vérifier les actions curatives et correctives mises en œuvre par l'exploitant à la suite des non-conformités à la réglementation relevées lors de la précédente visite d'inspection du 13 octobre 2021, plus particulièrement celles permettant de satisfaire les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral précité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ICPF
- 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial
- Code AIOT dans GUN : 0005401812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED - MTD

La société ICPF, filiale du groupe Barret, spécialisée dans l'imprégnation et l'usinage du bois, en particulier dans le traitement par autoclave permettant de garantir une grande durabilité des

produits, dont le siège social est situé 68 quai du commerce à Paray-le-Monial, exploite à la même adresse une installation de préservation du bois utilisant de la créosote pour des traverses de chemin de fer et des sels pour des poteaux, lames et autres éléments à vocation paysagère.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 13 décembre 1934, complété de huit arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la présence et le suivi du dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince";
- la présence et le suivi des dispositifs de comptage des eaux pompées dans la tranchée filtrante et réinjectées;
- la surveillance des eaux souterraines;
- l'accès aux installations;
- l'étanchéité des aires de chargement et déchargement des véhicules citernes;
- l'aire de stockage des bois traités;
- le suivi environnemental du site (diagnostic et plan de gestion).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	/	Sans objet
Dispositif de comptage des eaux prélevées et réinjectées	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	/	Sans objet
Plan de gestion de la pollution	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-IV	/	Sans objet
Stockage des bois traités	AP Complémentaire du 13/01/2005, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi du dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	/	Sans objet
Surveillance des eaux souterraines: transmission des résultats	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	/	Sans objet
Accès aux installations	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-II	/	Sans objet
Diagnostic environnemental	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-III	/	Sans objet


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, 4 demandes de compléments sont formulées concernant :

- le dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince";
- le dispositif de comptage des eaux prélevées et réinjectées;
- le plan de gestion de la pollution ;
- le stockage des bois traités.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	
Thème(s) : Risques chroniques, Eau	
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois (3 mois), l'exploitant procède à la mise en place d'un dispositif technique efficace permettant de contenir et capter les polluants au niveau du point de résurgence dans la rivière « Bourbince ».	
Constats : Deux dispositifs sont présents au niveau de cette résurgence : <ul style="list-style-type: none">• un boudin absorbant permettant de contenir et de capter les polluants au niveau du point de résurgence de la rivière ;• un linéaire de palplanche permettant de contenir les sédiments impactés et réduire leur brassage avec ceux de la rivière. Le boudin absorbant a été remplacé par la société Tauw le 12 novembre 2020, puis deux fois en 2021 lors de chaque campagne de surveillance des eaux souterraines et superficielles. L'inspection a constaté lors de cette inspection la présence de ces dispositifs et le bon état du boudin absorbant. Néanmoins, l'inspection a relevé la présence d'irisations au-delà du boudin absorbant, à environ 30 cm de ce dernier.	
L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en précisant les solutions qu'il envisage de mettre en place afin que ce boudin soit, et reste dans le temps, suffisamment éloigné du rivage pour permettre de capter et de contenir l'ensemble des polluants qui ressortent à la surface de la rivière.	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Suivi du dispositif technique de protection de la rivière "Bourbince"

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I	
Thème(s) : Risques chroniques, Eau	
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois (3 mois), l'exploitant justifie de la réalisation des contrôles destinés à s'assurer que les mesures mises en place au point de résurgence à la rivière « Bourbince » demeurent effectives et efficaces dans le temps (ex.: tenue d'un registre comportant les dates de contrôle, la nature des interventions réalisées, les commentaires utiles, le bilan matière en lien avec les opérations d'éliminations des boudins saturés).	
Constats : L'exploitant a mis en place un registre de suivi lui permettant de s'assurer dans le temps que les mesures mises en place au point de résurgence de la rivière demeurent effectives et efficaces. Le suivi physique des mesures mises en place est hebdomadaire. L'inspection a consulté ce registre et n'a pas relevé d'anomalie particulière. Le boudin absorbant est remplacé deux fois par an et son élimination est prise en charge par la société Triadis à Beaufort (39). L'exploitant dispose des bordereaux de suivi de ce déchet.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Dispositif de comptage des eaux prélevées et réinjectées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois (3 mois), l'exploitant justifie de la mise en place d'un dispositif technique complété de dispositions organisationnelles permettant de garantir la comptabilisation, en tout temps, des volumes prélevés dans la tranchée filtrante et refoulés dans l'ouvrage de réinjection.
Constats : L'exploitant a mis en place deux compteurs permettant la comptabilisation des volumes prélevés dans la tranchée filtrante et refoulés dans l'ouvrage de réinjection. Un registre permet d'assurer le suivi de cette comptabilisation. L'exploitant précise que les eaux prélevées sont issues d'une part de la tranchée drainante et d'autre part d'un puits situé au sud-est du site. L'exploitant s'est aperçu lors du renseignement du registre que le compteur de prélèvement ne fonctionnait pas correctement du fait d'un manque de pression. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en spécifiant les solutions qu'il envisage de mettre en place afin de garantir dans le temps une comptabilisation la plus exhaustive possible des volumes d'eaux prélevés dans la tranchée filtrante et dans le puits et les volumes réinjectés dans l'ouvrage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines: transmission des résultats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois (3 mois), l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de contrôle (version finale) de la deuxième campagne de surveillance des eaux souterraines réalisées au titre de l'année 2020 et correspondant à la période de basses eaux.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport référencé R002-1617091TRI-V01 établi par l'agence de Dijon de la société Tauw France en date du 16 décembre 2020 relatif à la deuxième campagne de surveillance des eaux souterraines réalisée en novembre 2020. En conclusion de ce rapport, la société Tauw préconisait un curage des bacs de décantation. Le curage de ces bacs a été réalisé en septembre 2021. Environ 11 tonnes de boues ont été évacuées en centre de traitement. En 2021, les deux campagnes de surveillance ont été réalisées en avril et en novembre. Le rapport de la première campagne a été remis le jour de l'inspection, le deuxième n'est pas encore disponible. L'inspection rappelle à l'exploitant que les résultats de ces campagnes de mesures doivent être transmis dès leurs réception à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès aux installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-II
Thème(s) : Autre, Accès
Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois (6 mois), le site où sont exploitées les installations de production est entièrement clôturé.
Constats : L'exploitant a réalisé les travaux permettant de compléter le dispositif de clôture déjà en place. Le site, où sont exploitées les installations, est dorénavant clos sur l'ensemble de sa périphérie, y compris le long de la voie de chemin de fer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Diagnostic environnemental

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Site et sols pollués
Prescription contrôlée : Dans un délai de huit mois (8 mois), l'exploitant transmet un diagnostic environnemental approfondi, comportant un schéma conceptuel, dont la réalisation est assurée par un prestataire disposant d'une certification LNE pour la réalisation de prestations dans le domaine des sites et sols pollués conformes aux normes NF X 31-620 parties 1, 2, 3 ou 4 selon les besoins, en respectant par ailleurs les échéances intermédiaires précisées ci-après, concernant les milieux exposés suivants : – les sols [...] ; – les eaux de surfaces [...] ; – les eaux souterraines [...] ; [...]
Constats : L'exploitant a missionné le bureau d'études Tauw France pour la réalisation de ce diagnostic environnemental. Ce bureau d'étude dispose d'une certification LNE en cours de validité pour la réalisation de prestations dans le domaine des sites et sols pollués en conformité avec la norme NF X 31-620 pour ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none">• la partie 1 et 2 (étude, assistance et contrôle) – certificat n° 24 224 rév. 5 ;• la partie 3 (ingénierie des travaux de réhabilitation) – certificat n°24 225 rév. 5. La société Tauw France a proposé la réalisation d'une étude historique et documentaire ainsi qu'une étude de vulnérabilité, le tout permettant d'élaborer un schéma conceptuel qui servira d'outil principal dans la préparation et la réalisation d'un programme d'investigations approfondi dans le cadre d'un plan de gestion. Ce diagnostic référencé R002-1618592TRI-V01, reçu tardivement par l'exploitant, a été remis le jour de l'inspection. Il fera l'objet d'une instruction plus fine ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion de la pollution

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Site et sols pollués
Prescription contrôlée : Dans un délai de dix mois (10 mois), l'exploitant réalise un plan de gestion de la pollution selon la méthodologie nationale (norme NF X 31-620) [...]
Constats : Dans les conclusions du diagnostic environnemental évoqué précédemment, la société Tauw France recommande la réalisation du programme d'investigations détaillé dans ce diagnostic afin de : <ul style="list-style-type: none">• consolider les données actuelles sur la pollution présente sur le site afin d'établir un bilan de masse, préalable au plan de gestion exigé par l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-28-2 du 28 janvier 2021 ;• statuer sur les impacts hors site de la pollution pour les milieux d'exposition considérés à l'issue de ce diagnostic. <p>Compte tenu de l'édition tardive du diagnostic environnementale et de ces conclusions, le plan de gestion n'a pas été réalisé.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en apportant les éléments permettant de justifier de la commande effective des études préalables à la réalisation du plan de gestion de la pollution et un calendrier de remise de celles-ci et du plan de gestion.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des bois traités

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2005, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
Prescription contrôlée : Les bois qui ont fait l'objet d'un traitement doivent être stockés dans des conditions permettant d'éviter qu'ils ne soient à l'origine de pollution par égouttage ou par lessivage par les eaux météorites. [...]
Constats : Les bois traités sont stockés sur une dalle fortement détériorée. De plus ces derniers ne sont pas protégés des intempéries en limite de stockage. Ce constat a été relevé lors de la précédente inspection et l'exploitant indique avoir rencontré des difficultés techniques qui n'ont pas permis la réfection de cette dalle. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en déterminant les solutions envisagées et retenues pour : <ul style="list-style-type: none">• la remise en état de cette dalle ;• la protection totale des stockages contre les intempéries ; et en précisera les délais de mise en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet